



Demande d'ouverture immédiate des négociations annuelles obligatoires sur la politique salariale 2017

Le 21 septembre dernier, les organisations syndicales représentatives au niveau du Groupe ont adressé un courrier à la direction afin d'ouvrir, dès début octobre, les négociations sur la politique de rémunération, sa construction, ses processus et outils de mise en œuvre au niveau groupe, permettant d'amorcer le processus de NAO dans les entreprises. Cette demande faisait suite aux négociations précédentes et à l'engagement de la direction

- D'ouvrir les discussions au niveau Central début novembre 2016
- Et d'ouvrir les négociations salariales dans les entreprises première quinzaine de décembre 2016 en vue de les finaliser au plus tard fin janvier de l'année 2017.

A ce jour, la direction n'a apporté aucune réponse à cette demande intersyndicale, pas même un accusé réception, encore moins une date de réunion.

Dans le même temps, dans les entreprises, l'exercice de construction et consolidation des budgets est en plein essor, incluant les diverses hypothèses sur la masse salariale des entreprises.

Mais dans une négociation honnête, c'est le résultat de la négociation annuelle sur la politique salariale qui conduit à déterminer le budget, pas le budget qui guide et contraint la négociation !

Certes, la date de début novembre n'est pas encore arrivée, mais c'est sous-estimer le sujet de la demande que de penser qu'elle peut être close en moins d'un mois.

Ce que demande l'intersyndicale, c'est de revoir l'ensemble de la structure de rémunération, des outils et processus mis en œuvre **afin de donner aux salariés du groupe plus de lisibilité, de transparence, d'objectivité, d'équité, de reconnaissance de leurs qualifications, de leurs compétences et de leur implication dans leur travail et de redonner un sens à la méthode de rémunération** du Groupe, composante essentielle de l'engagement des salariés et donc de l'efficacité économique du Groupe et de ses sociétés.

C'est pourquoi l'intersyndicale CFTD, CFE-CGC, CGT et CFTC demande l'ouverture immédiate d'une véritable négociation sur la politique de rémunération et le partage de la valeur ajoutée, au niveau du Groupe, en vue d'amorcer le processus de NAO dans les entreprises avant que les budgets 2017 ne soient définitivement clos.